

ENTRETIEN

Longko Eric Vargas Quinchamán



Osorno, el 18 de octubre del 2014

Présentation

Mari mari kom pu che, inche Eric Vargas Quinchamán pingén, machantu longko mapuche huilliche, Wall mapu, futawillimapu ka Puerto Montt waria.

Bonjour à vous tous, je m'appelle Eric Vargas Quinchamán Vargas, je suis le Longko (Chef) Mapuche Huilliche, responsable de la région Futawillimapu et de la ville de Puerto Montt. Je vais parler en espagnol pour répondre aux questions.

Concernant l'impact de la convention 169 de l'OIT :

En termes pratiques, la convention 169 qui a été approuvée ici au Chili en 2008 et ratifiée en 2009 n'a pas eu l'impact que nous aurions souhaité, parce qu'il a été très difficile de faire comprendre à l'État et au gouvernement que l'application de cette convention devait se traduire directement par la mise en place de pourparlers, d'accords avec le peuple, la nation Mapuche, et c'est une autre histoire qui s'est produite, nous avons dû faire appel aux tribunaux pour exiger le respect de la convention.

Et au moment où l'État a été sommé de l'appliquer, il l'a fait de manière extrême, parce qu'il voulait organiser une consultation avec des thèmes et questions qui ne s'accordaient pas avec notre peuple. Aussi, ce que nous avons réussi à obtenir, c'est un peu de bonne volonté [...] sur le plan politique, à les sensibiliser un peu, souvent à leur faire peur pour qu'ils essaient de définir ce que dit la convention. Mais cela a été assez ardu, difficile et quatre à cinq années ont passé pendant lesquelles les droits prévus par ces cadres [juridiques] internationaux n'ont pas été appliqués dans ce pays.

Nous avons fait face à deux ou trois consultations qui vont s'appliquer et qui ont été parfaites pour le gouvernement, y-compris pour le gouvernement actuel de Bachelet de la période précédente. Celle-ci a organisé une consultation, ils ont agi en toute mauvaise foi, ce que j'ai catégoriquement dénoncé, parce qu'ils nous ont invités dans quelques réunions, ils nous faisaient signer la feuille de présence et ils ont ensuite pris ce document pour dire à l'OIT que nous avons participé à la consultation, en utilisant les signatures. Nous l'avons dénoncé à travers nos référents internationaux et par un suffrage basé sur le recensement de 2002, un suffrage indiquant que sur 800 000 personnes qui se disaient descendants d'un peuple ancestral, seules 7000 avaient participé, avec une utilisation malhonnête des ces signatures. Alors, la convention n'a simplement pas été véritablement mise en œuvre, non, il n'y a pas eu d'application politique de la part de l'État concernant notre territoire. La seule conséquence mineure a été de toucher quelques politiciens ouverts à cette question, mais la validation de la convention, rien pratiquement, cela ne fonctionne pas.

Les facteurs qui empêchent le développement harmonieux de la vie des Mapuche:

D'abord, je crois que cela est en rapport avec le biais discriminatoire et raciste envers un peuple, un peuple nation qui réclame l'auto-détermination économique, l'auto-détermination politique, l'auto-détermination culturelle ainsi que l'auto-détermination territoriale.

Aussi, ce préjugé, que la classe politique de l'État chilien a envers nous et qui vise à nous "désindigéniser", à faire que nous soyons tous égaux et tous chiliens, constitue un des facteurs principaux qui, selon moi, a entravé ce processus de reconnaissance de nos droits ancestraux, et qu'aujourd'hui, tant la convention 169 que la déclaration des nations indigènes [défendent].

Les gouvernements de l'État chilien étant discriminatoires n'ont pas eu la volonté d'appliquer, dans toute son ampleur, ces droits. Nous maintenons cette posture, à travers les revendications sur la terre, à travers les revendications de nos droits ancestraux, mais aussi de nos droits politiques comme peuple nation, nous maintenons la posture d'exiger qu'ils mettent en place ces droits. Nous n'avons pas eu beaucoup de soutien au niveau national, mais nous avons des liens internationaux qui nous ont permis de dénoncer l'État chilien par le biais du Conseil Permanent Mapuche [aux Nations Unies]; dans les forums internationaux, nous avons dénoncé ce que fait cet État chilien qui se dit pourtant démocratique.

Sur le rôle du longko:

Bien sûr, c'est une vraie question que j'ai posée, avec les autres longkos, jamais nous ne rejetons le dialogue, de nous asseoir pour discuter; mais cela ne signifie pas que nous arrivons vraiment à nous mettre d'accord avec l'État; j'ai essayé de discuter, de parler, je crois que cela n'a pas débouché sur une forme de processus; mais au fond, nous avons le sentiment d'une discrimination très vive du gouvernement à l'égard de notre peuple.

Sur ce que cela signifie d'être Mapuche :

D'abord dire que je ne me sens pas chilien, je suis Mapuche. J'appartiens à un peuple nation, nation parce que nous sommes nés ici, nous ne venons pas d'ailleurs.

Deuxièmement, nous avons une identité propre. Mapuche signifie être "gens de la terre", nous sommes fils de cette terre mère, de la *ñuke mapu*, et comme fils de celle-ci, nous en prenons soin, nous la défendons, nous l'aimons. Nous ne sommes pas ses maîtres, d'aucune façon, [...], nous sommes une partie d'elle, comme une partie ...

L'État chilien est pour nous un état dominant. Il n'a pas atteint notre cœur, nous nous sentons écarté, nous cohabitons, nous discutons, nous partageons. Généralement, nous ne sommes pas ennemis du peuple chilien; non ! nous nous sentons comme des ennemis de l'État, des gouvernements qui n'ont pas su comprendre notre cosmovision. Concernant le peuple chilien, nous sommes frères.

Sur le genre de modèle politique qui ne prend pas en compte les Mapuche :

Absolument, ils n'ont jamais pris en compte notre modèle de vie, notre modèle économique, notre modèle culturel; et ils ne le comprennent pas. Le Chili se l'approprie [...] D'abord, si je demande "Que signifie Chili?", je n'ai pas de réponse; "Quelle est la culture chilienne?", je demande et ils me disent que c'est un mélange entre des cultures qui sont venues d'ailleurs et celle des peuples originaires et je leur demande "Vous connaissez, vous comprenez la culture Mapuche?". Ils me disent que non et alors je leur dis, "Ne parlez pas de notre culture car si vous le faites, vous la distordez!" Et je veux qu'ils me disent ce qu'est la culture chilienne.

Et je le dis sans préjugé ni rancœur. Je le dis, nous essayons de savoir, je leur demande : quelle est la langue chilienne?, l'espagnol, le castillan? Si je demande à un Mapuche ce que cela signifie pour lui d'être Mapuche, il va me donner invariablement la même réponse :

“Nous sommes fils de la terre“, *mapu* terre, *che* gens, nous sommes gens de la terre et c'est ce qui nous distingue et nous rend différents.

Pendant cinquante ans, nous avons essayé de maintenir jalousement notre *Kimün* (Savoir), notre famille, notre pensée, nos valeurs comme peuple. Et aujourd'hui, on découvre que, malgré tout ce processus visant à nous imposer une culture, une politique, une pensée, une langue, nous sommes toujours là.

Maintenant, nous parlons, mais par notre *nutram*, notre dialogue, ils commencent à nous entendre, ils commencent à nous comprendre. Maintenant, au cours des 20 dernières années, il y a eu un phénomène très spécial, ici sur ce territoire, il y a environ 600 associations de Mapuche, là où il n'en avait pas plus de cent, par ici, il n'y a pas plus de 10 territoires [communautaires], il y a presque 600 [associations], 7000 au niveau national.

Nous avons réussi, en convaincant par exemple le Ministère de l'Éducation, à ce que l'enseignement de la culture, de la langue Mapuche se pratique, soit enseignée dans les collèges. Au cours de cette décennie, nous avons été partie prenante de cette initiative; et cela a bien marché, les enfants ont été enchantés. Ils sont très heureux de découvrir, entendre, comprendre et s'auto-identifier à un *che, mapuche gnen pichike* (être un enfant Mapuche), moi aussi, je suis Mapuche. [Voir à ce sujet les vidéos des ateliers de de San Juan de la Costa : <http://jacquesguyotetdanielestephany.net/minorites-et-cultures-de-resistance/>]

Ils l'ont fait avec fierté [...] Alors, il y a une renaissance du *Newen*, de la force de notre peuple à travers le *kimüm*, à travers la sagesse. Aussi, nous vivons ici un processus qui n'est pas mineur, qui est extrêmement important, parce que finalement l'État doit nous comprendre et assumer la cohabitation avec nous, d'abord en reconnaissant nos droits, ensuite en reconnaissant la violence que l'État a fait subir à notre peuple et en cherchant une formule de relation sociale différente de celle qui a existé jusqu'à aujourd'hui.

Nous réclamons, nous soutenons l'initiative d'un État qui doit devenir un état multiculturel, respectant l'autonomie de chacun des peuples, [...] pluriculturel. Et nous sommes en train de discuter au niveau des communautés, au niveau des territoires afin de savoir comment nous pourrions faire partie de cet état, en respectant l'autonomie de chacun des peuples, et en particulier le peuple Mapuche. Il n'y a aucune animosité [de notre part] de nous battre, de lutter contre nos frères chiliens; non! Non! C'est une question de contexte politique. Je critique la façon dont est appliquée la démocratie, parce qu'en effet ici, la démocratie n'existe pas. Le gouvernement n'est pas démocratique, y-compris celui de Bachelet qui a été élu avec seulement 3 400 000 voix, alors que le collège électoral dépasse les 13 600 000 personnes. Plus de 10 000 000 de personnes n'ont pas voté pour elle, ne l'aime pas. Et ce serait cela la

démocratie, me dis-je?, c'est ce qu'ils nous enseignent? Non!, pour moi, ce sont des gouvernements qui ont une forme dictatoriale, malgré leurs principes politiques, socialistes. Ils parlent de tout cela, mais je vois que dans la pratique, les gouvernements ont des attitudes dictatoriales sous des manières affectueuses et ils ne sont pas capables de défendre le peuple [...] Simplement, ils donnent des facilités aux grandes entreprises pour d'abord exploiter les ressources naturelles, exploiter la main d'œuvre à bon marché, la main d'œuvre qualifiée, y-compris celle qui est financée par l'État [...] Ce sont des éléments qui salissent la démocratie, qui la corrompent.